

Valence, le 12/12/2024

Nos Réf. : 20241120-RAP-DAEN1096

Affaire suivie par : Julien MAFFRE

Tél. : 04 75 82 46 33

Courriel : julien.maffre@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Dossier de porter à connaissance
Création d'un parking poids-lourds et d'un stockage de bois en fin de vie

Site concerné : Société : SAICA PAPER FRANCE
Commune : LAVEYRON

P. J. : /

Pour transmission à Monsieur le Préfet de la Drôme.

L'objet du présent rapport est d'apprécier le caractère substantiel ou non de la demande de modifications et de faire part à Monsieur le Préfet des suites qu'il convient d'y donner.

Rédacteur	Vérificateur
L'inspecteur de l'environnement Julien MAFFRE	L'adjointe à la cheffe de l'unité interdépartementale Pauline SÉGERAL
Approbateur	

Destinataire : DDPP 26 (Guichet unique ICPE)

1 – Références de la demande

Objet	Porte à connaissance (R. 181-46). Création d'un parking poids-lourds et d'un stockage de bois en fin de vie.
Document(s) de référence	Dossier de porter à connaissance version A de juillet 2024, ainsi que les compléments apportés par courriel du 12 novembre 2024.
Dépôt de la demande	Dossier transmis le 16/07/2024 (attestation de dépôt de la préfecture datée du 13/09/2024), complété le 12/11/2024.
Exploitant / demandeur	SAICA PAPER FRANCE SIREN n°879 373 033
Adresse de l'établissement	573 route des Ortis 26 240 LAVEYRON
Siège social / adresse administrative	SAICA PAPER FRANCE Rue de la VALLEE 02 200 VENIZEL
Activité principale	Fabrication industrielle de papier ou carton (rubrique 3610)
Régime principal	ICPE relevant du régime d'autorisation et de la directive IED
Priorité DREAL	P1
Code GUNenv (n°AIOT)	0006102585

2 – Présentation de l'établissement et objet de la demande

Le site SAICA Paper de Laveyron fabrique du papier pour ondulés (PPO ou papier kraft), à destination des cartonneries, 100 % à partir de papiers et cartons recyclés (PCR).

Le site s'étend sur environ 21 ha et comporte notamment :

- un parc de 8 cellules de réception des matières première (PCR),
- deux ateliers de préparation de pâte à papier (PP50 et PP60) et deux lignes de production de papier (PM50 et PM60) ;
- un entrepôt de stockage et d'expédition des bobines de papier (produits finis) ;
- 3 chaudières au gaz naturel (de 63 MW, 15 MW et 18 MW), une chaudière biogaz (6 MW) et une centrale de valorisation énergétique à partir de biomasse (73,4 MW), pour la production de vapeur nécessaire au procédé (et aux besoins de chauffage) ;
- des équipements pour la préparation des combustibles « Biomasse » ;
- une installation de cogénération de 119 MW (qui permet de produire simultanément de l'électricité par turbine à gaz, et de valoriser l'énergie des gaz d'échappement de la turbine pour produire de la vapeur – post combustion de 13 MW) ;
- une station d'épuration des effluents aqueux (eaux usées du procédé et eaux usées sanitaires) ;
- un poste d'accueil et un parking poids-lourds ;
- des bâtiments administratifs et des parkings véhicules légers.

Les chaudières (hors co-incinération et chaudière biogaz) sont pilotées à distance depuis une salle de contrôle dédiée, en équipe en 5 x 8. L'unité de co-incinération de biomasse de classe B dispose de sa propre salle de contrôle.

L'ensemble des chaudières n'est pas utilisé en même temps, sans toutefois avoir une impossibilité technique de le faire. Pour des raisons liées à la production, une chaudière de secours est toujours en chauffe et permet de suppléer à un arrêt inopiné.

L'exploitation des installations du site de Laveyron est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021, ainsi que par divers arrêtés ministériels applicables aux installations et aux dispositions s'appliquant aux installations relevant de la directive dite IED.

Les principales rubriques ICPE du site relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement sont les suivantes : 2430, 2640, 2714, 2771, 2791, 3110, 3532, 3520.a et 3610.b.

Le dossier de porter à connaissance déposé le 16/07/2024, complété le 12/11/2024, porte sur l'aménagement d'un parking poids-lourds et d'un stockage de bois en fin de vie. Le stockage de bois en fin de vie à vocation à se substituer au stockage réalisé de manière provisoire dans une cellule du parc PCR.

Depuis l'arrêté d'autorisation de 2021, le site a par ailleurs fait l'objet de deux autres dossiers de porter à connaissance :

- en mars 2022, portant sur la mise en place d'un brûleur mixte sur la chaudière de 18 MW (gaz naturel et/ou biogaz) ;
- en mars 2024, portant sur la création d'un stockage temporaire de bois en fin de vie dans la cellule C8 du parc PCR.

Ces modifications ont été jugées notables, mais non substantielles.

3 – Examen du dossier

La centrale de valorisation énergétique du site nouvellement en service fonctionne à partir de bois en fin de vie, ainsi qu'à partir de sous-produits papetiers issus du procédé de remise en pâte des PCR. Le bois en fin de vie est réceptionné sur le site par camion et est stocké dans un silo de 5 500 m³, alimenté via deux trémies (reprise du bois directement déchargé par camions).

Comme présenté dans le dossier de mars 2024 portant sur la création d'un stockage temporaire au sein du parc PCR, la capacité de stockage apporté par le silo est insuffisante pour envisager une continuité d'utilisation de la centrale à l'occasion des week-ends prolongés (sans approvisionnement complémentaire).

De plus, l'organisation des réceptions de bois directement en trémie est vulnérable à tout dysfonctionnement survenant sur les installations de réception / convoyage jusqu'au silo.

Afin de remplacer le stockage tampon temporaire prévu en cellule 8 du parc PCR, l'exploitant a pour projet de créer une plateforme de stockage couverte, à proximité des fosses de dépotage bois alimentant le silo.

Le projet consiste à aménager une plateforme imperméabilisée de 1 140 m², comportant 2 cellules de stockage disposant d'une couverture (arceaux métalliques recouverts d'une bâche plastique). La couverture vise à protéger le bois de la pluie et limiter les émissions de poussières. Des murs périphériques de 4 m de haut en bloc béton seront positionnés sur 3 côtés de la plateforme, ainsi qu'au centre pour séparer les 2 cellules.

Le volume de stockage apporté sera de 2 500 m³. Le remplissage des fosses d'alimentation du silo sera réalisé par camion, alimenté depuis la plateforme par des chargeuses.

Il est mentionné que le tonnage de bois en fin de vie reçu sur une année pourra représenter 125 000 t. Il est toutefois précisé que cette augmentation du tonnage réceptionné est sans effet sur les capacités et installations de préparation du bois en fin de vie, alimentant la centrale de valorisation énergétique (le tonnage alimentant l'installation restera lui au plus égale à 105 000 t/an).

Le projet comme évoqué en introduction consiste aussi à la création d'un nouveau parking poids-lourds avec son entrée associée, qui desservira également la plateforme bois.

Ce projet a vocation à sécuriser la circulation sur la route des Ortis (problématique de stationnement) et à améliorer la gestion du trafic interne au site. Il permettra aussi de libérer de l'espace au niveau du parking actuel Sud, en prévision du projet d'entrepôt de stockage des bobines.

La création du parking a essentiellement un impact sur la gestion des eaux pluviales, dans la mesure où il entraîne d'une imperméabilisation d'une surface notable d'environ 20 000 m².

Il convient de noter que la gestion des eaux pluviales sur cette partie nord du site est complètement indépendante du reste du site (indépendance hydraulique via la séparation par la Triboule), en dehors des eaux pluviales de la centrale de valorisation énergétique située sur la même partie nord.

Il est prévu la création d'un réseau spécifique de collecte des eaux pluviales, avec les installations associées pour le tamponnage et le traitement avant rejet. Le dossier comporte les justifications relatives au dimensionnement des ouvrages.

Le projet prévoit notamment l'implantation d'un bassin tampon étanche qui servira également de bassin de rétention en cas d'incendie notamment au niveau de la plateforme bois (volume minimal de 395 m³). L'isolement sera déclenché de manière automatique sur détection incendie.

Le parking poids-lourds et la plateforme de stockage de bois en fin de vie sont situés sur des parcelles du site actuellement non comprises dans le périmètre ICPE de l'établissement. Il s'agit des parcelles suivantes, pour une surface totale de 27 147 m² : A 26, A 593, A 595 et A 597.

Une partie du parking sera par ailleurs située en zone inondable. Ce point a fait l'objet d'une prise en compte spécifique afin de justifier que la rehausse créée sera pleinement compensée.

Considérant que le projet a principalement un impact sur la nomenclature IOTA, en lien avec l'imperméabilisation de nouvelles surfaces et l'aménagement d'une partie du parking en zone inondable, l'avis de la DDT a été sollicité dans le cadre de l'instruction.

L'avis daté du 03/09/2024 a été transmis à l'exploitant. Les réponses apportées par courriel du 12/11/2024 n'appellent pas d'observation complémentaire.

Plus globalement, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance présentant notamment :

- la description du site et du projet,
- la situation administrative du site et l'analyse de l'impact du projet sur celle-ci,
- une notice d'impact du projet (analyse des impacts potentiels du projet, en reprenant les différents items de la dernière évaluation environnementale du site),
- une notice de dangers (analyse portant notamment sur l'impact du projet sur les phénomènes dangereux analysés dans l'étude de dangers du site),
- une analyse du caractère substantiel ou non du projet.

En synthèse, d'après les éléments présentés, il apparaît que le projet n'est pas de nature à remettre en cause l'étude d'impact du dernier dossier d'autorisation. Globalement, le projet n'a pas d'incidence environnementale significative.

Pour ce qui concerne les dangers, le risque incendie lié à la création de la plateforme bois fait l'objet d'une prise en compte satisfaisante.

L'inspection n'a pas d'observation sur l'appréciation présentée par l'exploitant du caractère non substantiel des modifications présentées.

Le projet n'impacte pas le classement ICPE des installations, mais comme évoqué ci-avant relève de deux rubriques IOTA (régime de la déclaration). Une mise à jour du classement IOTA est donc à prévoir, avec les rubriques suivantes :

- rubrique 2.1.5.0, pour une surface complémentaire de 2,47 ha (soit 4,80 ha au total sur la partie nord du site),
- rubrique 3.2.2.0, pour une surface comprise entre 400 m² et 10 000 m².

La création d'un nouvel ouvrage de gestion des eaux pluviales du parking PL et de la plateforme bois entraîne la création d'un nouveau point de rejet, qui est à mentionner dans l'arrêté préfectoral.

Compte-tenu de l'évolution du périmètre du site, la liste des parcelles sur lesquelles les installations autorisées sont situées est également à mettre à jour.

En conséquence, les articles 1.2.1, 1.2.2 et 4.3.5 sont à actualiser pour tenir compte du projet présenté. Au-delà de ces actualisations en lien avec les modifications sollicitées, il n'apparaît pas nécessaire de prévoir un encadrement complémentaire.

Enfin, il est à noter que le nouveau stockage de déchets de bois fait partie de l'emprise IED du site. L'exploitant doit à ce titre se positionner sur la nécessité d'apporter un complément au rapport de base. En première approche, une exemption apparaît possible au regard de l'absence de substance dangereuse présente sur cette extension. Toutefois, la justification soit le cas échéant être apportée par l'exploitant.

4 – Avis de l'inspection (synthèse)

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a transmis les éléments suffisants pour juger de la modification et si celle-ci est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

La demande et l'analyse réalisée n'appellent pas d'observation particulière de l'inspection des installations classées.

Considérant les éléments transmis dans son dossier et l'examen présenté ci-avant, l'inspection des installations classées considère que la modification envisagée par l'exploitant n'est pas substantielle au regard des critères fixés par l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en particulier :

- elle ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
- elle n'atteint pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- elle n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Cette appréciation reste valable en tenant compte de l'ensemble des modifications sollicitées depuis la dernière autorisation délivrée (2021).

Concernant la mise à jour des articles 1.2.1, 1.2.2 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral, au regard de la transmission prochaine d'un nouveau dossier de porter à connaissance d'une modification plus importante concernant la création d'un bâtiment de stockage des bobines, l'inspection des installations classées considère que celle-ci pourra être proposée à l'occasion de cette prochaine instruction.

4 – Proposition de l'inspection

La société SAICA PAPER FRANCE a transmis à Monsieur le Préfet de la Drôme un dossier de porter à connaissance, relatif à la création d'un parking poids-lourds et d'un stockage de bois en fin de vie sur son site de LAVEYRON (dossier transmis le 16/07/2024, complété le 12/11/2024).

Considérant les éléments mentionnés ci-avant, l'inspection des installations classées propose que cette modification des installations ne soit pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

La prise en compte des modifications sollicitées implique la mise à jour des articles 1.2.1, 1.2.2 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021, sans nécessité de prescription complémentaire.

L'inspection des installations classées propose qu'un courrier soit transmis à l'exploitant afin de prendre acte des modifications sollicitées, en précisant que les prescriptions sus-mentionnées feront l'objet d'une mise à jour prochaine.

La modification pourra être mise en œuvre dans les conditions décrites dans le dossier de porter à connaissance et dans le respect des dispositions applicables à l'établissement.

Au regard de l'extension du périmètre IED, une justification doit être sollicitée concernant l'éventuelle nécessité d'apporter un complément au rapport de base.

Annexe au rapport 20241120-RAP-DAEN1096

Éléments proposés pour la rédaction du courrier préfectoral de prise d'acte :

Par courriel daté du 16/07/2024, complété le 12/11/2024, vous m'avez transmis un dossier de porter à connaissance en application des dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement relatif à la création d'un parking poids-lourds et d'un stockage de bois en fin de vie sur votre site de LAVEYRON.

Sur la base des éléments du dossier déposé et de son instruction réalisée par l'inspection des installations classées, je prends acte de la modification sollicitée qui apparaît comme non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Vous pouvez mettre en œuvre les modifications sollicitées dans les conditions décrites dans le dossier transmis et dans le respect des prescriptions applicables à votre établissement, notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021.

Toutefois, le nouveau stockage de déchets de bois fait partie de l'emprise IED du site et doit donc faire l'objet d'un positionnement sur la nécessité d'une transmission d'un complément au rapport de base. Le cas échéant, le complément est transmis sous 3 mois.

La modification des articles 1.2.1, 1.2.2 et 4.3.5 de votre arrêté préfectoral du 30 juin 2021 sera prochainement proposée par l'inspection des installations classées en cohérence avec les modifications apportées au x installations (parcelles de l'ICPE, rubriques IOTA et points de rejet).